



L'EUROPE EN DEBAT EUROPA AUF DEM PRÜFSTAND

**Conférence internationale
Cycle européen
Session suisse**

**Hôtel Palace, Lucerne
23/24 novembre 2005**

LA THÉMATIQUE

**Session suisse impulsive du Cycle européen
L'Europe après l'Europe, crise ou prospérité ?
Europa morgen : Krise oder Prosperität ?**

Cycle 2005-06
conduit en Suisse, au Luxembourg, au Portugal, en Pologne et en Allemagne

VUE D'ENSEMBLE

Trois organisations – Forum Europa à Sarrebruck, Maison de l'Europe Transjurassienne à Neuchâtel et Netzwerk Müllerhaus à Lenzbourg – proposent dans cinq pays une conférence sur le thème «L'Europe après l'Europe – crise ou prospérité ?». La session suisse impulsive «L'Europe en débat – Europa auf dem Prüfstand» proposera des pistes citoyennes de nature à impliquer davantage les Européens à la construction de l'Europe.

Cette élaboration se fera sur l'analyse et la mise à l'épreuve des résistances, des peurs et des freins à l'égard de l'Europe, dont la montée en puissance, au-delà des clivages politiques, se mesure partout:

- résistances souverainistes, sur fond politique
- peurs protectionnistes, sur fond économique et social
- freins identitaires, sur fond culturel.

L'Europe avance, s'élargit en Europe centrale et orientale, s'instrumente par une monnaie unique, se commercialise, par exemple par une industrie aéronautique de pointe, s'approfondit par un projet de Constitution enfin politique, se régionalise dans des espaces de proximité, s'universalise sur la scène mondiale. Mais que répond-elle à ces résistances, à ces peurs et à ces freins? Quelle est la part de ce discours eurosceptique dans son action? Quelles sont les réponses de l'Europe à ces peurs, fondées ou imaginaires ? Sans un juste traitement des craintes, sans une levée des clichés et un déblocage des verrous, toute avancée reste aléatoire. Au moment où se déroule le difficile débat démocratique autour de la Constitution, la session suisse mettra donc le discours populiste européen, et suisse, à la triple épreuve de l'analyse critique, de l'Europe, et du fédéralisme helvétique. Elle mettra l'Europe en débat. Son actualité est évidente.

Au-delà des réponses politiques qu'apportera l'Europe en marche aujourd'hui, la session suisse élaborera une « Déclaration de Lucerne » qui proposera des pistes plus citoyennes de nature, par un travail en profondeur, à redonner sens à l'Europe.

La Conférence de Lucerne orientera ainsi les débats des quatre autres sessions européennes. Sous le titre « L'Europe après l'Europe – Europa morgen, Krise oder Prosperität? », ces quatre autres sessions se dérouleront, du printemps à l'automne 2006, à Luxembourg, Santarém (P), Varsovie et Saarbrücken. Elle orientera aussi les débats d'un Cycle suisse, impulsé, en 2006, par Forum Helveticum.

La Conférence de Lucerne aura donc valeur d'impulsion.

Session suisse conduite en partenariat avec

- Coscienza svizzera, Lugano
- Forum Helveticum, Lenzbourg
- Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für Demokratie, Lenzbourg
- Rencontres suisses - Treffpunkt Schweiz, Yverdon-les-Bains

Langues Traduction simultanée allemand-français

Site Internet www.europe-tomorrow.org (en préparation, dès le 30 septembre 2005)

Information www.netzwerk-muellerhaus.ch

Contact NETZWERK MÜLLERHAUS – Bleicherain 7 – CH-5600 Lenzbourg 1
Tél. ++41 62 888 01 00 - Fax ++ 62 888 01 01 info@netzwerk-muellerhaus.ch

L'EUROPE EN DEBAT

Il est de bon ton, aujourd'hui, et malgré ses très grandes avancées depuis cinq ans (Euro, Constitution, élargissement), de gloser sur l'Europe, le trop d'Europe, l'absence d'Europe, « cette Europe-là ». L'Europe est simultanément partout, nulle part, et surtout toujours ailleurs. Ce discours eurosceptique est omniprésent dans tous les Etats, dans les pays fondateurs particulièrement, à l'exception très remarquable des nouveaux Etats d'Europe centrale et orientale, dont l'espoir en plus d'Europe est impressionnant.

Une des particularités de la montée en puissance de ce débat est que l'Euroscepticisme n'est plus du seul discours des formations politiques souverainistes de ces divers Etats, mais atteindrait toutes les couches sociales, économiques et culturelles. Certes nombreux sont les clichés, fondés sur la méconnaissance, ou la peur du changement, mais ces critiques témoignent d'un état d'esprit qu'il faudra bien prendre en compte dans une construction d'une Europe citoyenne. Et il serait très maladroit de ne pas prendre la juste mesure de retenues souvent fondées.

Trois axes

L'Euroscepticisme se construit et grandit sur trois axes : politique et institutionnel, économique et social, culturel. Il touche :

- au citoyen dans son rapport à l'Autorité politique et à l'Institution
- à l'individu dans la défense de ses intérêts corporatistes
- et à la personne dans ses repères culturels.

Les résistances sont alors souverainistes, les peurs conservatrices, et les freins identitaires.

L'Euroscepticisme atteint

le **citoyen souverainiste** dans la mise en cause de son rapport à l'Etat . Le citoyen souverainiste critique l'Administration technocratique bruxelloise, craint l'imposition nouvelle, dénonce la perte du poids national à Bruxelles, fustige le déficit démocratique, dénonce l'Europe des marchands, condamne les futures distances du pouvoir. Bref, sa méfiance, légitime, parfois fondée, souvent infondée, est tenace.

l'usager et le **consommateur**, le **professionnel** dans la menace sous-jacente de leurs acquis sectoriels, étatiques, corporatistes et individuels. L'individu défend ses acquis, craint le dumping salarial de travailleurs venus de l'Est, combat ce qu'il appelle une concurrence déloyale, défend une position toujours sectorielle, a peine à prendre en compte le bien commun. Les sujets délicats de ce repli sont démographiques, natalistes, agricoles, régionalistes, policiers, judiciaires, financiers, syndicalistes. On en veut pour notre argent ! est le slogan récurrent. L'Europe pousse, l'usager freine.

et **la personne** dans ses repères Nombreux, sollicités par les médias et très écoutés, sont les économistes et les observateurs de la vie économique et politique à estimer que le transit par l'Europe d'une politique d'ouverture est du temps perdu, la juste échelle, à l'époque de la mondialisation, étant la planète, les problèmes se posant et se résolvant à cette échelle et en termes de compétition. **Cet avis mondialiste et américain** est fermement combattu par les pro-Européens qui estiment que ce transit par l'Europe est absolument indispensable pour que le monde soit influencé par la vision européenne, plus sociale, plus territorialisée, et aussi pour que les citoyens trouvent un cadre qui leur permette de se protéger de dérives dangereuses de la mondialisation. Pour eux s'impose une Europe de la Défense et de la Sécurité , soit-elle militaire, policière, judiciaire ou humanitaire. La défense nationale se réduit, une défense européenne se construit, le bouclier USA est remis en cause, l'ouverture à l'Europe centrale et orientale change les cartes mentales, la légendaire Turquie n'est plus l'Empire ottoman qui menace l'Europe, mais une République démocratique qui souhaite adhérer, l'intégration des femmes aux pouvoirs politiques est un processus volontariste venu du Nord qui s'impose, l'aide au développement est une mesure de sécurité collective, la sécurité sociale se fracture, l'emploi semble régresser, bref, l'environnement bouge. **La personne** est bousculée dans ses cartes mentales, dans ses images, dans ses repères, dans ses convictions et dans ses certitudes. Soit big est beautiful, soit small est beautiful !

Ces trois formes d'Euroscepticisme sont souvent dissociées, l'une dominant les trois autres, mais elles peuvent se recouper. Le citoyen souverainiste croisera alors l'agriculteur protectionniste, l'économiste mondialiste et le patriote nationaliste.

Plusieurs des représentations des Européens et des Suisses sont des clichés non confortés à l'analyse. C'est un **cliché** que d'émettre l'avis que les Etats moyens et petits seront dominés par les Grands. Le Luxembourg vient d'en donner la preuve en sauvegardant son secret bancaire. D'autres sont contradictoires : **il est contradictoire** de militer pour plus de sécurité et plaider simultanément contre Schengen. Une meilleure maîtrise de la sécurité dans chacun des pays d'Europe transite par la mise à disposition d'un instrument performant d'identification des flux migratoires, qu'offre précisément le Traité de Schengen.

Certaines enfin s'avèrent tout à fait fondées. **Il n'est pas faux** de dénoncer l'encombrement de la bureaucratie bruxelloise. Rédiger un projet communautaire relève du chemin de croix. Un assouplissement est tout à fait nécessaire.

Nécessaire analyse

Dissociées ou non, ces trois formes d'Euroscepticisme occupent le devant de la scène européenne et interrogent l'opinion. Pourquoi n'y a-t-il pas – ou plus ? – d'envie d'Europe ? Pourquoi ses adhérents sont-ils appelés, et avec quelque mépris, «Euroturbos» ? Comment en est-on arrivé à cette situation, alors que se construit, sous nos yeux, le plus formidable projet fédérateur et démocratique que n'ait jamais connu l'Europe ?

Une analyse et une nécessaire prise en compte des images et des mentalités eurosceptiques s'impose aujourd'hui, si le projet Europe souhaite progresser.

Nécessaire mise à l'épreuve

Ces résistances, ces peurs et ces freins seront mis à l'**épreuve**

- **d'une Europe désormais instrumentée** d'une monnaie unique
- **d'une Europe élargie** le 1^{er} mai 2004, et le 1^{er} janvier 2007 encore, à l'Europe centrale et orientale
- **d'une Europe approfondie** par un Traité établissant, le 18 juin 2004, une nouvelle Constitution européenne
- **d'une Europe identifiée** par ses politiques extérieures de défense et de sécurité dans le monde (militaire et humanitaire), par sa présence progressive sur les scènes du monde en regard des grandes puissances, ainsi que par ses réussites technologiques, aéronautiques notamment
- **d'une Europe régionalisée** par ses Euro-Régions, ses démocraties de proximité et ses espaces de coopérations négociées,
- **ainsi que de son défi fédéraliste «à la Suisse».**

Nécessaire dépassement

La session de Lucerne est appelée à dépasser les constats. Elle sera appelée à produire. A produire des réponses politiques européennes aux résistances, aux peurs et aux freins perçus partout. Mais surtout à produire des scénarios qui dépassent ces politiques et assoient, à terme, une Europe plus citoyenne.

Cette production sera le fruit de trois Tables rondes réunissant des experts de Suisse, du Luxembourg, du Portugal, de Pologne, d'Allemagne et de France. Elle émergera de contributions à caractère politique donnant des réponses européennes aux résistances, peurs et freins. Elle émergera surtout des trois temps d'Ateliers visant à l'adoption, en fin de session, d'une «Déclaration de Lucerne», dont les Thèses seront répercutées sur l'ensemble du Cycle européen, et dans tous les pays d'Europe.

LE PROJET

L'Europe après l'Europe sera-t-elle plus citoyenne ? C'est une nécessité. Toute avancée européenne est impossible sans un déblocage des verrous et des clichés, et sans un juste traitement des craintes qui courent en Europe. Au-delà de cet interface entre des peurs, des résistances et des freins d'une part, et l'Europe en marche d'autre part, telle qu'on la voit se développer actuellement, il convient de tracer les scénarios qui permettront aux Européens de s'approprier cette fantastique aventure d'un Continent qui se construit sous nos yeux. L'Europe en débat offrira tables rondes et ateliers invitant les participants à réellement mettre l'Europe en débat, puis à redonner sens à une Europe qui ne fait plus sens.

Un travail en profondeur sur trois champs

Il convient de retrouver le sens de l'Europe par une sortie de crise qui ne peut en aucun cas se faire hors d'Europe, ni par un moratoire. S'impose un travail en profondeur.

Ce travail en profondeur s'imposera sur trois champs conjugués :

- a) **le champ politique:**
par la recherche de moteurs nouveaux ; la création de relais entre les citoyens et l'Etat , de même qu'entre les régions et l'Etat ; une obligation de résultat sur le front de l'emploi ; une redéfinition d'objectifs simples et communs
- b) **le champ citoyen,**
par la mise en place d'Assises européennes à échelles européenne, nationale et régionale, réunissant les sociétés politiques et citoyennes; la création d'un nouveau dialogue social et économique
- c) **le champ de la formation,**
par la création d'Ateliers Europe, plates-formes de formation à tous les niveaux d'âge, à l'Ecole et hors Ecole, à l'Entreprise et hors Entreprise, selon des modèles performants désormais bien rôdés, et en cours de développement

Une production en trois séquences

La session s'articulera comme suit :

- a) Trois Tables rondes seront consacrées à l'analyse de terrain des résistances, des peurs et des freins observés dans les divers Etats européens
- b) Trois brèves communications seront faites par un expert sur les réponses politiques que l'Europe donne à ces résistances
- c) Trois Ateliers chercheront à construire les scénarios plus citoyens qu'il convient maintenant d'instituer.

Une analyse sur trois axes

En trois séquences successives, la Session se déroulera sur trois axes complémentaires :

a) **Axe politique et institutionnel**

Le bruit court que la Constitution mettrait un terme à une Europe trop exclusivement marchande. La réponse politique confirme l'appréciation : une Europe politique naît avec la Constitution. Mais la réponse politique ne suffit pas, une analyse citoyenne s'impose : des Ateliers citoyens feront vivre cette nouvelle Europe politique.

Le cliché de la technocratie bruxelloise n'est pas moins vivace. La réponse politique doit être de la plus grande clarté : les représentants des Etats à Bruxelles utilisent trop souvent l'Europe pour leur propre campagne nationale, et omettent le plus souvent de rendre l'Europe présente dans leurs circonscriptions. Le déficit démocratique vient de là, et non de l'Administration bruxelloise qui s'échine, seule souvent, à assurer la cohérence européenne des décisions prises. Mais cette réponse politique ne suffit pas : des moments de médiation européenne s'avèrent nécessaires pour que l'Europe soit présente et vivante. Car l'Europe n'a pas vocation de créer les conflits, mais au contraire de les résoudre.

b) **Axe économique et social**

La crainte du dumping salarial a mobilisé des milliers de syndicalistes le 20 mars 2005 à Bruxelles. Des maraîchers français pourraient engager des ouvriers polonais aux salaires polonais. Dumping salarial ! La directive, c'est une loi, dite de Bolkenstein, avait mis le feu aux poudres. L'analyse politique s'impose ici : cette loi aurait été de toutes façons inopérante lorsque la Constitution aurait été adoptée, puisque la Charte des Droits fondamentaux, incitative jusqu'ici, aura été reconnue, autorisant un citoyen ou un Etat à porter plainte devant la Cour de Justice européenne. Et prend-on en compte que l'alternative sera le tout-mondialisation, soit une délocalisation, bras droit d'un libéralisme non régulé ? C'est d'une Europe, certes libérale, mais d'un libéralisme régulé, que relève la construction de l'Europe. La réponse politique est évidente. Mais elle ne suffit pas : des Institutions citoyennes sont à mettre en place, visant à casser le décrochage d'un discours qui n'a rien à voir avec la Constitution.

c) **Axe culturel**

Les cartes mentales bougent, plusieurs décisions n'émanent plus de la Mairie, mais de Bruxelles. La crainte d'un avalement des petits par les grands est récurrente sur fond de compétition sauvage annoncée. La réponse politique à ce frein infirme cette impression. En 2004, le Luxembourg a su et pu faire respecter sa différence bancaire ; en 2005, il préside aux Organes factiers de l'Union Européenne ; il se pose dans l'avenir comme un acteur majeur de la Grande Région de Sarre, de Lorraine, du Luxembourg et de Belgique. L'Irlande, de son côté, le Portugal, d'un autre, en vingt ans, grâce à l'Europe, ont foncièrement modifié leurs profils.

La réponse politique est forte : l'Union Européenne est un continent démocratique qui naît tous les jours sous nos yeux. Certes les cartes mentales bougent. Mais qui pense raisonnablement que la Creuse puisse vraiment peser sur la sécurité au Kosovo ? L'échelle continentale s'impose. Elle s'est imposée de facto.

Mais les réponses politiques suffisent-elles ? Manifestement, non. Il faut en débattre, expliquer, dénouer des fils mentaux trop emmêlés. Une médiation de proximité est à instituer en Europe.

En définitive

Les résistances s'ajoutent aux peurs conservatrices et s'additionnent aux freins identitaires. Ces euroscepticisms montants sont à traiter politiquement, car il y a réponse. Mais la réponse politique ne suffit pas. Une réponse citoyenne s'impose. Le temps des médiations est arrivé.

Au-delà des réponses politiques qu'apportera l'Union Européenne en marche aujourd'hui, la Session de Lucerne, par une Déclaration, dite, de Lucerne, proposera des pistes citoyennes de nature à impliquer davantage les citoyens européens à la construction de l'Europe. « L'Europe après l'Europe », selon le beau titre du livre de Philippe Herzog (Ed. Deboeck-Université, Bruxelles, 2002), tel est le libellé du Cycle européen auquel la Session de Lucerne donne le coup d'envoi.

Point d'impulsion d'un Cycle européen

La session suisse est la session impulsive d'un Cycle européen qui se poursuivra en 2006 à Luxembourg, à Santarém, à Varsovie et à Saarbrücken.

Sous le titre L'Europe après l'Europe, crise ou prospérité, la réflexion et la production se dérouleront sur les thèmes suivants :

Lucerne, novembre 2005	L'Europe en débat – Europa auf dem Prüfstand
Luxembourg, mars 2006	Les Régions en Europe
Santarém, mai 2006	L'Europe et l'élargissement
Varsovie, septembre 2006	L'Europe dans le monde, l'Europe en regard des grandes puissances
Saarbrücken, novembre 2006	L'Europe et son nouveau cadre constitutionnel.

Ces diverses sessions seront organisées en partenariat avec la Fondation Forum Europa de Luxembourg, la Maison de l'Europe de Santarém, la Fondation Passos Canavarro, l'Association polonaise des Maisons de l'Europe et l'Europäische Akademie Otzenhausen.

Un site Internet rendra compte de ces travaux, ainsi qu'une publication émise en 2007 en langues locales et en anglais. Un document ad hoc, disponible dès maintenant, présente le Cycle européen, ses objectifs généraux et spécifiques, ainsi que ses modalités.

Le Cycle européen est conduit par Forum Europa, Saarbrücken, la Maison de l'Europe transjurassienne, Neuchâtel et le Netzwerk Müllerhaus, Lenzburg.

Des financements publics, semi-publics et privés, par tiers, assurent la faisabilité du Cycle européen, ainsi que de la Session de Lucerne, inaugurale et impulsive du Cycle.

Point d'impulsion d'un Cycle suisse

En 2006 aussi, s'ouvrira un autre Cycle, un Cycle suisse, piloté par Forum Helveticum, à Lenzburg, et associant, à titre de porteuses du projet, diverses Organisations civiques suisses des trois régions du pays. Les thèmes seront similaires à ceux retenus par le Cycle européen, mais le regard sera suisse. Les sessions se dérouleront dans les trois régions linguistiques.

La session de Lucerne est donc d'impulsion double, européenne et suisse.

**MAISON DE L'EUROPE transjurassienne,
Jacques-André Tschoumy, jatschoumy@bluewin.ch**